Politique énergétique: petits pas en tous sens

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2012)**

Heft 1953

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1024604

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Politique énergétique: petits pas en tous sens

Jean-Daniel Delley • 29 avril 2012 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/20464

Abandonner le nucléaire, bien sûr, mais encore faut-il organiser et réussir la transition

La décision rapide d'abandonner le nucléaire a bénéficié d'une large soutien politique et populaire. Par contre, la politique énergétique qu'exige cette décision se révèle pleine d'embûches, tant divergent les intérêts en présence.

Après la catastrophe de Fukushima, la Suisse, comme sa voisine allemande, a décidé sans tarder de fermer ses centrales nucléaires. Une décision irréfléchie, dictée par l'émotion? Politiquement, ce choix est justifié. Impossible de poursuivre longtemps encore la valse-hésitation autour de la construction de nouvelles centrales, avec des électriciens demandeurs et une opinion publique prête à rejeter leurs projets. L'incertitude devenait énergétiquement irresponsable et économiquement intenable. Fukushima fut l'événement-choc qui permit de trancher.

Reste à mettre en musique la stratégie qui doit permettre de se passer de l'atome. L'exercice se révèle périlleux. L'estimation de la capacité de production additionnelle dépend des économies d'énergie réalisables. Par ailleurs le choix des sources de production ne peut ignorer les coûts des différentes techniques envisageables, pas plus que leur faisabilité politique. Certaines organisations de protection de la nature annoncent déjà une initiative populaire [2] pour brider l'extension de l'énergie hydraulique. Les Verts sont prêts à combattre les centrales à gaz. Et l'extension du parc éolien rencontre régulièrement des oppositions locales.

Dans une première étape, le Conseil fédéral prévoit la construction d'une grande centrale à gaz d'ici 2020 et trois ou quatre autres si les mesures d'économie et les énergies renouvelables ne suffisent pas. On voit le danger: une politique volontariste à base de fortes incitations et de contraintes n'est qu'à l'état d'ébauche et suscitera de fortes oppositions. Ce qui devrait faciliter la percée du gaz qui, une fois opérationnel, découragera l'usage économe de l'énergie. Le gaz parviendra-t-il vraiment à s'imposer? Les partis politiques ont acccueilli ce projet avec scepticisme. Et les électriciens ne manifestent guère d'enthousiasme: selon eux, la filière ne serait pas rentable vu le coût des compensations d'émission de CO_2, à réaliser pour moitié en Suisse même.

Faut-il viser l'autarcie énergétique ou préférer s'approvisionner en partie à l'étranger à des conditions financières plus favorables? Avenir Suisse [3] privilégie le deuxième terme de l'alternative pour des raisons économiques. D'ailleurs aujourd'hui déjà, nous importons plus d'électricité que nous en exportons et la Suisse est fortement intégrée au réseau européen. Mais cette option, tout comme aussi la priorité aux grandes centrales de production sur le territoire helvétique, impose de développer fortement les lignes à haute tension, ces autoroutes électriques qui partout suscitent des oppositions.

La politique énergétique post-nucléaire se révèle complexe. Elle inclut plusieurs volets dont la pondération doit tenir compte d'exigences économiques, environnementales et de sécurité de l'approvisionnement. Pour l'heure, la stratégie du Conseil fédéral ne permet pas une vue d'ensemble et évacue la question centrale: faut-il privilégier les grandes centrales de production ou mettre l'accent sur la décentralisation? La

démarche par étapes – le pragmatisme helvétique – risque de compromettre la cohérence du tout. *Le Temps*[4] note à juste titre le manque d'ambition de notre pays en matière d'innovation et de recherche dans le secteur de l'industrie énergétique de l'avenir, au contraire de plusieurs régions dans le monde qui ont su anticiper la révolution verte.

Une politique incarnée

Jean-Pierre Ghelfi • 27 avril 2012 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/20442

La Chaux-de-Fonds, centenaire d'une ville de gauche

Plus ça change, plus c'est la même chose. La grande peur des classes aisées d'un retour des socialistes au pouvoir fait écho aux valises de francs (français) qui auraient franchi la frontière helvétique pour trouver un refuge dans les coffres des banques suisses lors de l'élection de François Mitterrand en 1981.

Les partis de droite ont tenu des propos équivalents en 1912 pour écarter la perspective d'une majorité de gauche à La Chaux-de-Fonds qui ne pourrait, prétendaient-ils, que mal gérer les finances de la commune, gonfler l'endettement et faire fuir les (riches) contribuables et les entreprises. Les *«collectivistes»* l'ont pourtant emporté.

Le livre[5] publié récemment par le parti socialiste de La Chaux-de-Fonds pour marquer le centenaire d'une ville à majorité de gauche n'est pas seulement intéressant comme témoignage d'un mouvement qui a perduré grâce à l'engagement de milliers de personnes. Il l'est aussi pour permettre de recadrer dans leur contexte historique les mille et une luttes qui se sont déroulées dans le siècle: logement et urbanisme, écoles et formation, politique sociale, culturelle et sportive, finances, fonction publique, intégration des migrants, pacifisme, droits des femmes.

Ce recadrage, s'agissant des finances publiques, montre que les positions, en cent ans, n'ont pas changé d'un iota. Et ces positions sont un peu universelles. Droite et gauche s'affrontent aujourd'hui comme hier sur leurs compétences / incompétences respectives à bien/mal gérer les deniers des contribuables.

«Du point de vue des finances publiques, cette première législature (1912-1915) à majorité socialiste ne justifie pas les craintes de la droite de voir la gauche les laisser filer. Certes, sur cette période de trois ans, les comptes sont déficitaires deux fois sur trois. Mais il convient de préciser que les années 1914 et 1915 ont vu croître un déséquilibre important entre les revenus et les charges en raison de la baisse des recettes et des dépenses supplémentaires liées à la crise et à la guerre (ouverture de chantiers pour chômeurs). C'est à cette époque qu'à l'initiative des organisations ouvrières, on constitue une Commission de secours aux chômeurs dans la gêne, chargée de trouver des moyens financiers. L'impasse financière, apparue surtout en fin de législature, explique sans doute la perte des élections de 1915. A moins que les 1907 personnes privées du droit de vote en raison de leurs arriérés d'impôts en soient la cause! Ce n'est qu'en 1925 que le droit de citoyenneté ne sera plus lié à des conditions fiscales.»

La journée de 8 heures

Revenue au pouvoir en 1915, la droite ne fait pas mieux ni différemment.

«La dette s'accroît, le montant total des allocations